



DECLARATION DE QUITO - UNACLA

Nous, membres d'UNACLA, en tant que représentants des gouvernements locaux et régionaux du monde et de leurs réseaux, réunis à Quito (Equateur) à l'occasion de la Deuxième Assemblée Mondiale des Gouvernements Locaux et Régionaux, souhaitons exprimer notre engagement pour le Nouvel Agenda Urbain et remercier le Gouvernement de la République d'Equateur, la Municipalité Métropolitaine de Quito et le peuple de la ville de Quito pour leur accueil chaleureux apporté lors de la troisième Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement durable urbain (Habitat III).

Nous saluons le Nouvel Agenda Urbain pour sa reconnaissance du rôle essentiel que les gouvernements locaux et territoriaux jouent dans l'atteinte effective du développement durable urbain; en ligne avec la Déclaration de Rio +20 « L'Avenir que nous voulons », le Programme d'Action d'Addis Abeba sur le financement du développement, le Programme 2030 pour le développement durable « Transformer notre monde » et l'accord de Paris de la COP21, entre autres.

Notre contribution au Nouvel Agenda Urbain rappelle l'esprit de la Déclaration d'Istanbul de 1996. Nous sommes, en effet, le « partenaire le plus proche » des gouvernements nationaux, de la société civile et du secteur privé, dans un effort commun pour lutter contre la pauvreté et s'assurer que les villes soient pour tous.

Nous sommes pleinement convaincus que cet effort ne sera possible sans la coopération entre tous les niveaux de gouvernements et que tous les acteurs sont nécessaires pour rendre possible la pleine durabilité de nos villes et de nos villages.

Nous croyons dans le pouvoir de la démocratie locale et de la décentralisation comme moyens d'assurer que le potentiel transformatif de l'urbanisation produise des bénéfices pour tous. Nous sommes prêts à écouter nos citoyens et à les engager dans la gestion de nos territoires.

Nous saluons l'usage du terme « gouvernements locaux » tout au long du texte ; les gouvernements locaux et régionaux sont une sphère de gouvernement qui a, dans la plupart des pays du monde, la légitimité d'être directement élue par les citoyens.

Nous sommes conscients des difficultés que nombre de gouvernements locaux et régionaux affronteront lors de la mise en œuvre du Nouvel Agenda Urbain. Cependant, nous sommes dans une position différente d'il y a 20 ans ; nous sommes plus organisés, prêts à apprendre et à agir. Nous espérons poursuivre notre partenariat avec le Programme des Nations Unies pour les Etablissements Humains – ONU-Habitat, qui a été un partenaire fondamental pendant des années, et nous sommes confiants que l'Ere du Nouvel Agenda Urbain renforcera aussi notre collaboration avec le reste du système des Nations Unies. Nous accueillons avec satisfaction les paragraphes 171-172 du Nouvel Agenda Urbain qui lancent un processus de deux ans, jusqu'en septembre 2018, en mandatant le Secrétaire Général et l'Assemblée Générale de l'ONU pour conduire de larges consultations, dialogues et analyses pour le suivi et l'examen du Nouvel Agenda Urbain, en espérant que ce processus se conclura par des mécanismes innovants pour la participation des gouvernements locaux et territoriaux dans le système des Nations Unies.

Nous nous engageons également à mettre en œuvre les Objectifs de Développement Durable au niveau local et à lier le Programme 2030 avec la mise en œuvre de l'Accord de Paris et du Nouvel Agenda Urbain.

Nous croyons qu'UNACLA peut contribuer au suivi et à l'examen du Nouvel Agenda Urbain grâce à ses liens étroits avec les réseaux de gouvernements locaux réunis dans l'Assemblée Mondiale des Gouvernements Locaux et Régionaux. A travers ce mécanisme, nous nous engageons à assurer que la voix des gouvernements locaux soit entendue à ONU-Habitat.

En cette occasion historique, nous souhaitons célébrer le Nouvel Agenda Urbain et nous sommes prêts à en faire une réalité.

A Quito, Equateur, le 16 octobre 2016